

À qui revient la palme ?

«Il ne faut pas faire de politique à l'école.»

Bien.

Mais la formule devient vite : «Pas de politique à l'école.»

Admettons.

Est-ce à dire qu'*il n'y a pas* de politique à l'école ?

Comment... Il n'y aurait pas de politique à l'école ?

L'école et la politique, deux domaines disjoints, éloignés, étrangers, étanches ?

Deux univers parallèles et qui ne se rencontreraient jamais ?

Qui, à bien y réfléchir, peut croire en une fable pareille ?

?

Mes élèves vivent dans des HLM, alors que ceux d'autres écoles vivent dans des demeures cossues : pas de lien avec les contenus de mon enseignement ?

Mes élèves sont les enfants de parents qui votent. Rien d'eux ne parviendrait jamais jusqu'à l'école ? Jusqu'à moi ?

Il peut m'arriver de croiser un cortège de manifestants en grève au cours d'une sortie avec mes élèves : dois-je leur bander les yeux, leur boucher les oreilles ?

Je suis enseignante, je dois, professionnellement, amener mes élèves à comprendre le fonctionnement des urnes, à réfléchir aux nécessités des règles, à expérimenter le jeu toujours aventuré de la démocratie. Aucun rapport avec la politique ?

Toutes les diversités de l'humanité, couleur de peau, sang bleu ou rouge, élite ou lie, surdons ou surtares, sont juxtaposées sur les bancs de mon école – ou devraient s'y trouver. Et ma gestion de ces différences pourrait se faire sans un éclairage sur les implications, sur les causes... ?

Mon pouvoir, le pouvoir que j'exerce, sur ces enfants, sur leurs parents quelquefois, sur mes collègues ; le pouvoir qui s'exerce sur moi, celui des parents, de l'inspecteur, du recteur, du ministre, celui des enfants aussi, qui est loin d'être négligeable ... dois-je faire fi de tout cela, comme d'une quantité négligeable ?

Et moi, l'enseignante, si je suis amenée à opter pour une démarche pédagogique, à préférer, par exemple, une pédagogie de la découverte à une pédagogie de l'autorité, puis-je le faire sans préparer mes élèves à un certain type de société ?

?

Pas de politique à l'école ?

La question posée ainsi, qui ne voit la niaiserie ? L'imposture ?

Il ne faut pas prendre les enseignants qui défilent dans la rue pour des agités irresponsables.

Il ne faut pas prendre les enfants de Bourdieu pour des anars sauvages.

Quelles que soient mes propres options, la politique *est* à l'école. C'est un fait. La politique et l'école se rencontrent et s'interpénètrent en permanence. Leur interpénétration devient évidente dès qu'on s'interroge sur les valeurs, les budgets, les directives, les méthodes, dès qu'à travers l'enfant on s'interroge sur l'homme. Leur rencontre se manifeste chaque jour, dans le vécu des classes, dans la chair de l'enseignant, elle s'inscrit dans la pensée en construction des élèves. P. Meirieu : *«Je voudrais vous montrer que vous pouvez être totalement investi dans la transmission des savoirs et assumer, en même temps, la dimension politique de votre travail. Car c'est au cœur même de l'acte d'enseigner que se joue l'éducation du citoyen et que se construit une société démocratique.»* (in *Lettre à un jeune professeur*, ESF éditeur, 2005)

.../...

?

Mon ami Jean-Paul, enseignant méritant, est pressenti pour recevoir les palmes académiques.

S'il les accepte, le voici, pataugeant dans la politique, qui cautionne le pouvoir en place et ses méthodes infantilisantes ; le voici catalogué conforme, étiqueté adepte de la méritocratie et friand de reconnaissance officielle.

S'il les refuse, ce qui n'est pas fréquent dans nos régions, le voilà qui oublie tout devoir de réserve, qui se livre à ses penchants pervers, qui se vautre dans la contestation, qui prétend dissocier mérite et soumission, qui introduit la politique à l'école. Est-il donc un enseignant égaré ? Et si tel est le cas, quel est l'inconscient qui a décidé de lui attribuer cette distinction ?

Martine BONCOURT (mai 2009),
Oberhaslach, Bas-Rhin

?

Jean-Paul a refusé les palmes.

Voici, reproduite avec son aimable accord, la lettre qu'il a fait parvenir par voie hiérarchique à l'Inspecteur d'Académie pour expliquer sa décision.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Par votre courrier du 30 octobre 2008, j'ai appris ma nomination au grade de Chevalier des Palmes Académiques et je vous en remercie.

Il semblerait que cette promotion soit due à mon engagement pour la mission de service public d'éducation, en tant que directeur d'une petite école rurale, mais également pour mon action militante, au-delà du temps scolaire, dans les associations complémentaires de l'Education Nationale et le Mouvement Freinet. Mes actions ont toujours été guidées par les principes d'égalité (il n'y a qu'une éducation, elle s'adresse à tous et est de tous les instants), de solidarité (condition indispensable à un minimum d'harmonie sociale), de laïcité (condition de la liberté de jugement et de conscience).

Au cours de ma carrière d'enseignant, j'ai essayé modestement de construire une pédagogie centrée sur l'enfant, basée sur l'entraide et la coopération, qui cherche à donner du sens au travail, prend en compte la diversité des élèves et les invite à agir pour apprendre. J'en conclus que cet engagement avait quelque chose de méritoire puisqu'il me vaut la reconnaissance de l'Administration de l'Education Nationale. En d'autres temps, cette nomination aurait représenté pour moi un grand honneur et une grande fierté.

Mais voilà que depuis quelques mois, cette même administration me demande d'appliquer une politique éducative allant totalement à l'encontre des convictions qui m'ont animé jusqu'à présent :

- Les nouveaux programmes, mis en œuvre dans un temps resserré, ne profitent qu'à une minorité d'élèves que l'on pousse vers l'élitisme.
- La culture du résultat et le concept de performance, appliqués à l'éducation, avec la mise en concurrence des établissements et des individus (projet de suppression de la carte scolaire, évaluations devant être rendues publiques...), profiteront certes à une minorité, mais lorsqu'il y a des gagnants, il y a aussi des perdants.
- Le traitement de la difficulté scolaire n'est plus que l'arbre qui cache la forêt. Il est amputé de ses moyens les plus efficaces, basé sur le volontariat des parents, repoussé hors temps scolaire et progressivement vers la sphère privée, lieu de toutes les inégalités.
- Les associations complémentaires de l'éducation, qui m'ont tant appris, sont étranglées financièrement.
- Je ne me fais guère d'illusion sur l'évolution du statut d'enseignant dont la remise en question est déjà en chantier.
- La Révision Générale des Politiques Publiques n'a d'autre objectif que la déconstruction progressive de l'Ecole Publique Française, en la rendant moins attractive, alors que se prépare la montée en puissance d'un service commercial d'éducation.

Je ne puis me résoudre à pratiquer ce grand écart. Les palmes académiques deviennent ainsi pour moi le symbole du renoncement aux valeurs auxquelles j'ai toujours cru. Je préfère de ce fait décliner l'honneur qui m'est fait. Je vous informe que je ne serai pas présent à la cérémonie de remise des médailles prévue le 14 janvier 2009, à l'Inspection Académique.

Veillez croire, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, à mon profond attachement au service public d'éducation.

Jean-Paul WALTER